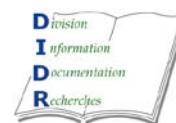


HAÏTI



26 mars 2019



Les manifestations violentes de février 2019

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Nota : les traductions des sources en langues étrangères sont assurées par la DIDR.

Table des matières

1. Les éléments contextuels d'une crise qui perdure.....	3
1.1. Rappel du contexte humanitaire haïtien	3
1.1.1. L'exposition aux catastrophes naturelles.....	3
1.1.2. Les individus vulnérables.....	3
1.1.3. L'émigration haïtienne	4
1.2. La genèse des évènements violents de février 2019	6
1.2.1. Une crise socio-économique qui perdure	6
1.2.2. L'affaire « Petrocaribe »	7
2. Les évènements du 7 février 2019 au 18 février 2019	9
2.1 De nombreux morts accompagnent des manifestations violentes.....	9
2.1.1. Une mobilisation massive et désordonnée, vectrice de violence.....	9
2.1.2 Les violences envers les journalistes.....	11
2.2. Un Etat affaibli	12
2.2.1 L'arrestation d'un commando étranger armé (17 février 2019).....	12
2.2.2. 78 détenus s'évadent du commissariat d'Aquin	13
2.2.3. Une actualité d'instabilité politique	14

Résumé : Le gouvernement haïtien est confronté à une gronde populaire violente, d'une population qui s'impatiente face aux promesses de l'amélioration des conditions de vie, à la faiblesse du pouvoir d'achat et qui demande la démission du président Jovenel Moïse¹. Initiées à l'été 2018, les manifestations populaires haïtiennes ont mené au blocage général du pays, du 7 février au 18 février 2019. Le terme « *peyi lòk* » (« pays bloqué » en créole haïtien) est repris de nombreuses fois par les médias et sur les réseaux sociaux². Le bilan, dressé selon des sources discordantes, s'établit entre une dizaine³ et une cinquantaine morts⁴. La Police nationale haïtienne (PHN) a interrompu les bilans sur les décès, les blessés et les arrestations au lendemain du premier jour de contestation⁵.

Abstract : Haitian government faces violent social protests, issued from a population claiming for better living conditions, low purchasing power and President Jovenel Moïse's resignation. They began during summer 2018 while, later, Haitian protests blocked the country, from February 7th to February 18th, 2019. The expression « *peyi lòk* » (« country locked » in Haitian Creole) is used by many medias and on social network. The death toll, according to many sources, is estimated between dozen and about fifty. Haitian National Police (HNP) decided to stop counting deaths, injured people and the number of arrests after the first day of protests.

¹ *AlterPresse*, « Haïti-Politique : Reprise annoncée, les 7 et 8 mars 2019, des mouvements de protestations anti-gouvernementales », 4 mars 2019 ; *Haïti Libre*, « Haïti - FLASH : 6e jour de paralysie, le pays s'enfoncé dans le chaos... », 13 février 2019 ; *Le Journal de Montréal*, « Haïti: manifestations sur fond de corruption », 7 février 2019

² *Balistrad*, « Pays lock, un nouveau mot dans le lexique haïtien », 17 février 2018

³ *Le Temps*, « Haïti s'enfoncé dans la paralysie », 17 février 2019 ; *Alter Presse*, « Calme précaire après 9 jours de protestations anti-gouvernementales », 16 février 2019

⁴ *Haïti Progrès*, « 7 février, échec total du pouvoir », 14 février 2019

⁵ *Haïti Libre*, « Haïti - FLASH : 6e jour de paralysie, le pays s'enfoncé dans le chaos... », 13 février 2019

1. Les éléments contextuels d'une crise qui perdure

1.1. Rappel du contexte humanitaire haïtien

1.1.1. L'exposition aux catastrophes naturelles

Présentant une « population dans le besoin » de près de 2,6 millions d'individus (sur 10,9 millions d'habitants) dont 465 000 seraient « particulièrement exposés aux abus, à la violence sexuelle et physique, à l'exploitation et à la marginalisation par la communauté »⁶ selon le dernier plan de réponse humanitaire pour 2019 du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) de l'Organisation des Nations unies (ONU), Haïti demeure très dépendant de l'aide humanitaire étrangère⁷.

Dans ce pays fortement exposé aux risques de catastrophes naturelles⁸, les coûts humain et matériel du séisme de janvier 2010 ont généré un besoin de reconstruction équivalent à 120 % du PIB, soit environ dix milliards de dollars⁹. De surcroît, les dommages provoqués par une série d'ouragans (Isaac et Sandy, en 2012, et Matthew, en 2016) et des épidémies de choléra s'ajoutent à la liste des coûts du pays et aux nécessités de financement étranger. Haïti se situe au plus bas des indicateurs de l'ONU, après avoir chuté de la place de 163^{ème} pays en 2017, au 168^{ème} pays¹⁰, en 2018, au rang de l'Indice de Développement Humain (IDH), sur un total de 189 pays.

1.1.2. Les individus vulnérables

Selon le rapport de mission de l'OFPRA en Haïti de 2017, **les populations présentées comme particulièrement vulnérables sont les femmes, les minorités sexuelles et les vodouisants**¹¹.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU y ajoute les déplacés internes depuis le séisme de 2010 (plus de 37 500 personnes sont toujours déplacées dans les camps de la zone métropolitaine de Port-Au-Prince plus de 8 ans après le tremblement de terre), les personnes d'origine haïtienne retournées volontairement/spontanément ou déportées en Haïti par les autorités dominicaines, les personnes à risque d'apatridie et victimes de la traite, les enfants séparés ou non-accompagnés, les survivants de VBG (violence basée sur le genre), les personnes vivants avec un handicap, les personnes vivant avec le VIH/SIDA et les travailleurs sexuels¹².

⁶ Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH), *Plan de réponse humanitaire - Janvier 2019-Décembre 2020*, janvier 2019

⁷ GRÜNEWALD François. *L'aide humanitaire : quel bilan deux ans après le séisme ?*, Dans : *Haiti, réinventer l'avenir*, 2012.

⁸ The World Bank, *The World Bank in Haiti - Overview*, 21 septembre 2018

⁹ DG Trésor Haïti – Service économique de l'Ambassade de France à Port-au-Prince, *Indicateurs et conjoncture*, 4 juin 2018

¹⁰ Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), *Indices et indicateurs de développement humain, Mise à jour statistique 2018*, 2018

¹¹ OFPRA, *Rapport de mission en République d'Haïti*, 2017

¹² BCAH, *op.cit.*

En subissant de nombreuses violences, en particulier des violences domestiques, des violences sexuelles et de la traite¹³, la situation de la femme est étroitement suivie par les organisations internationales. Tandis que peu de données sont disponibles, notamment en raison d'un cadre social très patriarcal¹⁴, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) estime que :

« Près de 29 pour cent des femmes âgées de 15-49 ans ont subi des actes de violence physique depuis l'âge de 15 ans, dont 10,5 % dans les 12 mois précédents l'enquête »¹⁵.

Selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), publié le 19 janvier 2017, sur les conséquences de l'ouragan Matthew qui a frappé Haïti en octobre 2016, « sur environ 2,1 millions de personnes affectées par le désastre, 546 000 femmes et filles en âge de procréer et plus de 500 000 jeunes et adolescents-es de 10 à 24 ans avaient des besoins urgents, tels que la nécessité de réduire des risques multiples d'accouchements non sécurisés, de grossesses non désirées, de transmission d'infection sexuellement transmissibles ou encore de violences sexuelles défilant de manière significative leurs droits (droits à la santé, droits à la dignité humaine, etc.) face à un système de santé profondément affaibli »¹⁶. L'ONU Femmes rappelle qu' « après une catastrophe, les femmes et les filles sont plus vulnérables aux viols, aux violences sexuelles et à l'exploitation »¹⁷.

Pour rappel, le bilan de l'ouragan Matthew, qui a particulièrement affecté les départements du Sud et de Grand'Anse, s'élève entre 546¹⁸ et plus de 1 000 décès¹⁹.

Selon un rapport du *think tank* norvégien Fafo Foundation, les jeunes mineurs constituent une population particulièrement vulnérable en Haïti. « Les chiffres des enfants travailleurs domestiques oscillent entre 170 000 et 400 000 enfants²⁰ ». Près de 25 % des enfants haïtiens n'habitent pas avec au moins un parent biologique²¹. Selon une enquête publiée par le ministère haïtien de la Santé Publique et de la Population, réalisée et financée par nombreuses organisations internationales ou nationales, « ceux qui vivent sans leurs parents biologiques courent souvent des risques de ne pas recevoir les soins nécessaires à leur bon développement. »²²

1.1.3. L'émigration haïtienne

Depuis le XIX^{ème} siècle, les haïtiens semblent privilégier l'option migratoire, si bien que Cédric Audebert²³, évoque une « **culture de la migration** », qui serait un « **phénomène**

¹³ OFPRA, *op.cit.*

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ BCAH, *op.cit.* ; Ministère de la Santé Publique et de la Population, *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS -VI 2016- 2017), Juillet 2018*

¹⁶ Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), *UNFPA'S humanitarian interventions in brief : two months after Hurricane Matthew hit Haiti*, décembre 2016

¹⁷ ONU Femmes, *Communiqué de presse : ONU Femmes déploie des moyens d'intervention pour porter secours aux Haïtiennes et Haïtiens*, 7 octobre 2016

¹⁸ BCAH, *Haïti : Ouragan Matthew, rapport de situation no. 16*, 26 octobre 2016 ; FNUAP, *Quatre Mois Après Le Passage de l'Ouragan Matthew A Haïti*, février 2017

¹⁹ Reuters, « Hurricane Matthew toll in Haiti rises to 1,000, dead buried in mass graves », 10 octobre 2016,

²⁰ FAFO Foundation, *Etude sur les enfants travailleurs domestiques en Haïti 2014*, 2014

²¹ BCAH, *Plan de réponse humanitaire, Janvier 2019-Décembre 2020*, janvier 2019

²² Ministère de la Santé Publique et de la Population, *op.cit.*

Réalisé par l'Institut haïtien de l'enfance (IHE) et l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI).

Financé par l'UNICEF, le FNUAP, le Groupe Banque Mondiale, Le Fonds Mondial, le gouvernement du Canada et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID).

²³ Géographe et directeur de recherche au CNRS.

structurel » en Haïti²⁴. Très présents à Cuba à partir de la fin du XIX^{ème} siècle, puis dans les destinations touristiques des Occidentaux dans les Caraïbes (Bahamas, Antilles françaises, République dominicaine) au milieu du XX^{ème} siècle²⁵, de nombreux Haïtiens, plutôt issus des classes aisées²⁶, ont ensuite émigré vers la France, le Canada et les Etats-Unis dans la deuxième partie du XX^{ème} siècle. Les Haïtiens formeraient **une diaspora de plus de deux millions d'individus**²⁷.

Les premières migrations vers l'Amérique du Nord et l'Europe répondaient aux restrictions politiques et de liberté individuelle imposées par le président François Duvalier, dans les années 1950²⁸. Les Haïtiens migreront ensuite pour des raisons principalement économiques, durant le règne de son fils, Jean-Claude Duvalier, de 1971 à 1986²⁹. Plus de 915 000 immigrés haïtiens vivaient aux Etats-Unis en 2014, selon des données du *think tank* Migration Police Institute, dont 160 000 à New York et 275 000 en Floride³⁰.

La diaspora haïtienne dispose d'une importance économique non-négligeable : **les transferts financiers des Haïtiens vivant à l'étranger représentent, en 2018, 26,5 % du PIB**³¹ et permettraient de faire vivre un tiers des familles du pays, dont certaines sans revenu³².

Le phénomène des populations haïennes pauvres émigrant vers les Bahamas ou les Etats-Unis, à partir des années 1970, par des bateaux de fortune surpeuplés appelés « **boat people** »³³, est toujours d'actualité. Selon les données disponibles les plus récentes, 1 869 haïtiens auraient tentés d'atteindre les Etats-Unis par la mer en 2017³⁴. **Depuis le 1^{er} janvier 2019, 1 200 haïtiens auraient été interceptés ou secourus en mer par les garde-côtes américains**³⁵. Entre 28 et 31 haïtiens seraient morts en mer près des côtes bahamiennes, après le naufrage de leur navire, le 2 février 2019³⁶.

L'Amérique Latine semble constituer une nouvelle destination d'émigration pour certains haïtiens³⁷. **Près de 165 000 d'entre eux se seraient installés au Chili depuis 2014**³⁸ qui représenterait le deuxième pays d'origine des transferts financiers vers Haïti³⁹. Selon l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), le Brésil constitue le sixième pôle des migrations du pays, après avoir accueilli plus de 67 000 Haïtiens entre 2010 et 2016⁴⁰.

²⁴ AUDEBERT Cédric. *La diaspora haïtienne : Territoires migratoires et réseaux*, 2012

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Radio Canada International*, « La diaspora haïtienne », 15 janvier 2010 ; AUDEBERT, op.cit.

²⁷ *Haïti Liberté*, « The Haitian Diaspora's potential », 29 août 2018

²⁸ AUDEBERT, op.cit.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Migration Policy Institute, *The Haitian Diaspora in the United States*, juillet 2014

³¹ Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD), *Migration and remittances, Migration and Development Brief 30*, décembre 2018

³² *Le Nouvelliste*, « La diaspora haïtienne, un pilier très important dans l'économie du pays », 3 février 2014

³³ STEPICK, Alex. « Haitian Boat People: A Study in the Conflicting Forces Shaping U.S. Immigration Policy », *Law and Contemporary Problems*, avril 1982

³⁴ *Loop Haïti*, « 67 immigrants haïtiens déportés par la Garde côtière des USA », 4 décembre 2017

³⁵ *Loop Haïti*, « les USA aux boatpeople d'Haïti : "aucun voyage ne vaut plus que la vie" », 6 mars 2019

³⁶ *Le Médiateur*, « Haïti-Boat people : plus d'une vingtaine d'haïtiens noyés au large des Bahamas », 3 février 2019 ; *Rezo Nodwes*, « Bahamas : Deux « boat-people » haïtiens condamnés à 9 et 6 mois de prison ou une amende de \$1500 à verser », 22 février 2019

³⁷ *Haïti Progrès*, « la Diaspora haïtienne, un actif peu ou mal utilisé », 31 janvier 2018

³⁸ Groupe d'appui aux Rapatriés et aux Réfugiés, *Migration haïtienne au Chili : Un plan humanitaire de retour volontaire en Haïti pour des migrants haïtiens*, 22 octobre 2018

³⁹ *Le Nouvelliste*, « La diaspora haïtienne au Chili, 2^e plus grand fournisseur de transferts après celle des États-Unis », 7 avril 2017

⁴⁰ Organisation Internationale des Migrations (OIM), *Diagnóstico regional sobre migración haïtiana*, 8 août 2017

Face au nombre croissant d'Haïtiens souhaitant s'établir au Chili et au Brésil, **l'antenne de l'OIM à Port-au-Prince fournit une assistance administrative aux consulats chilien et brésilien, dans le cadre de procédures dédiées exclusivement aux citoyens d'Haïti**⁴¹. Le Chili fournit un « visa humanitaire » et un « visa de réunification familiale pour les citoyennes haïtiennes dont leurs épouses/époux ou leurs parents résident régulièrement au Chili »⁴² qui peut ensuite permettre de solliciter la Résidence Définitive⁴³. Le Brésil propose un « visa humanitaire » (procédure VITEM III), qui permet d'obtenir ensuite un « visa de regroupement familial » (procédure VITEM XI)⁴⁴.

Néanmoins, en 2018, **le Chili a mis en place une procédure de retour volontaire** des Haïtiens⁴⁵. Près de mille Haïtiens s'y seraient inscrits en octobre 2018⁴⁶. En novembre, les premiers avions sont retournés en Haïti aux frais de l'Etat chilien, en contrepartie d'une interdiction de territoire pendant neuf ans⁴⁷.

1.2. La genèse des évènements violents de février 2019

1.2.1. Une crise socio-économique qui perdure

Les épisodes de contestation populaire, initiés le 7 février 2019, interviennent dans un contexte d'importantes tensions socio-économiques. Des membres du gouvernement et des hauts fonctionnaires, engagés dans de nombreuses affaires de corruption, ou de liens avec des groupes criminels⁴⁸ mais « bénéficiant d'une large impunité »⁴⁹, font face à une **population estimée entre 59 %⁵⁰ et 70 % vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 2,13€/jour⁵¹) et à 24 % vivant sous le seuil de pauvreté extrême⁵² (en dessous de 1,09€/jour⁵³), en 2018.**

Selon certains médias haïtiens, le coût de la vie, en particulier le panier des denrées alimentaires de base, a augmenté fortement depuis quelques années⁵⁴. Un article du *Haitian Times*, publié en mars 2019, détaille cette évolution :

« Il y a deux ans, un panier contenant des denrées de base comme du riz, des haricots, de l'huile de cuisson et des légumes coûtait 10\$. Selon un système de veille qu'on a mis en place en 2004, le même panier coûte dorénavant 19,60\$, soit quasiment le double du prix⁵⁵ ».

Selon la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA) haïtienne, qui publie chaque année un bulletin sur la sécurité alimentaire, **le prix du panier alimentaire de**

⁴¹ Centre de réception des demandes de visas pour le Chili (CAVC), *Informations sur le visa*, 2018 ; Centre de réception des demandes de visas pour le Brésil (BVAC), *La procédure de demande de visa*, 2018

⁴² CAVC, *op.cit.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ BVAC, *Renseignements sur la demande de visa*, 2018

⁴⁵ *El Deconscierto*, « De más de 100 mil haitianos en Chile, sólo 176 se irán del país en el primer vuelo del Plan Retorno Humanitario », 5 novembre 2018

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ RFI, « Chili: premier avion du retour volontaire pour les Haïtiens », 8 novembre 2018 ; *Loop Haiti* « Chili: 176 Haïtiens inscrits au plan de retour arrivent ce 7 novembre », 6 novembre 2018

⁴⁸ OFPRA, *op.cit.*

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Le Nouvelliste*, « Haïti et l'extrême pauvreté : un budget de rupture s'impose », 17 juillet 2018

⁵¹ The World Bank, *Haïti – Overview*, 21 septembre 2018

⁵² DG Trésor Haïti – Service économique de l'Ambassade de France à Port-au-Prince, *op.cit.*

⁵³ The World Bank, *op.cit.*

⁵⁴ *Haïti Economie*, « Comparaison du coût de la vie entre Port-au-Prince et Miami », 10 juin 2018 ; *Haïti Progrès*, « Vague d'augmentation du coût de la vie », 20 juin 2018

⁵⁵ *Haitian Times*, « Haiti's Troubles Must Not Be Forgotten », 9 mars 2019

base a augmenté de 3 % au deuxième trimestre 2018 par rapport au précédent, et a même augmenté de 7 % par rapport au deuxième trimestre 2017⁵⁶, en glissement annuel. La CNSA pointe l'augmentation des cours du blé et du riz, qui représenteraient près des deux tiers du panier alimentaire haïtien⁵⁷, dans un rapport qui n'est plus disponible sur son site web. En effet, les catastrophes naturelles et les investissements insuffisants dans les infrastructures agricoles exposent Haïti à l'importation et à la baisse des droits de douane imposée par les Etats-Unis depuis 1995⁵⁸, qui fournissait, en 2017, 71,8 % des céréales consommées en Haïti⁵⁹. Suivi par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), Haïti constitue un point de surveillance majeur du pouvoir d'achat alimentaire dans le monde. En 2018, le PAM indique, néanmoins, que le prix du panier alimentaire de base est élevé, mais qu'il est équivalent au niveau de la période 2014-2016⁶⁰.

En même temps, les **accusations de corruption et de détournement de fonds publics** génèrent l'hostilité de la population, qui ne croit plus aux promesses de son gouvernement⁶¹. La publication, le 31 janvier 2019, du rapport intermédiaire d'audit de la Cour supérieure des comptes et des contentieux (CSC/CA) sur la gestion du fonds « Pétrocaribe » de 2008 à 2016, semble constituer l'élément déclencheur des contestations qui éclateront la semaine suivante, à partir du 7 février 2019.

1.2.2. L'affaire « Petrocaribe »

Faisant suite à l'accord conclu entre les présidents haïtien René Préval et vénézuélien Hugo Chavez (décédé depuis), le 15 mai 2006⁶², le fonds « Petrocaribe » devait assurer la fourniture d'Haïti en barils de pétrole bons marché, pour être revendus et fournir un excédent budgétaire non négligeable au gouvernement haïtien⁶³. Selon les termes de l'accord, ces bénéfices sont **destinés au financement de projets d'aide au développement**⁶⁴.

Le rapport de la CSC/CA, dont la version définitive sera publiée en avril 2019, pointe des irrégularités ouvrant la voie à des « enrichissements personnels à travers des décaissements non approuvés » par une quinzaine de ministre et de hauts fonctionnaires (dont les anciens premiers ministres Jean-Max Bellerive, Laurent Lamothe et l'ancien directeur de cabinet du président Wilson Laeou⁶⁵, licencié suite à ces accusations, le 22 octobre 2018⁶⁶, **pour une somme estimée à deux milliards d'euros**⁶⁷.

⁵⁶ *Haiti Libre*, « Haïti - Économie : Le coût du panier alimentaire continu d'augmenter », 27 juillet 2018

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Le Nouvelliste*, « L'Etat renonce temporairement à la perception de taxes à l'importation pour faire baisser le prix du riz », 20 février 2019

⁵⁹ International Trade Center – Trade Map, 2017, *Liste des marchés fournisseurs pour un produit importé par Haïti – produit : céréales*, 2018

⁶⁰ *Programme Alimentaire Mondial*, Global report on food crises 2018, Haïti, 2018

⁶¹ *Balillard*, op.cit ; *Le Nouvelliste*, « Où en sommes-nous avec les promesses-phares du président Jovenel Moïse ? », 13 septembre 2018

⁶² *AlterPresse*, « Haïti - Venezuela - Petrocaribe : Chavez se met d'accord avec Préval », 25 avril 2006 ; *Le Nouvelliste*, « Préval obtient l'entrée dans Petrocaribe », 24 avril 2006

⁶³ *Barril.info*, « Où est l'argent de Petrocaribe », 27 décembre 2018

⁶⁴ *AlterPresse*, « Haïti - Venezuela - Petrocaribe : Chavez se met d'accord avec Préval », 25 avril 2006 ; Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA), *Audit spécifique de gestion du fonds Petrocaribe*, janvier 2019

⁶⁵ *Barril.info*, op.cit.

⁶⁶ *Loop Haïti*, « Nahomme Dorvil remplace officiellement Wilson Laeou », 22 octobre 2018

⁶⁷ *RFI*, « Fonds Petrocaribe: le rapport édifiant de la Cour supérieure des comptes », 4 février 2019 ; *Loop Haïti*, « Petrocaribe : 2 milliards 258 millions 795 mille 683,56 USD volatilisés », 1^{er} février 2019 ; Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA), *Audit spécifique de gestion du fonds Petrocaribe*, janvier 2019

En août 2016, un premier rapport parlementaire, décrivant les « **résultats très peu convaincants, suscitant de forts soupçons sur la gestion des fonds de PétoCaribe** »⁶⁸, constituait le terreau d'une contestation qui deviendra collective deux ans plus tard, en juillet 2018. Cette mobilisation a fait suite aux annonces de réformes économiques du gouvernement, qui suivait les prérogatives du FMI, prévoyant « d'augmenter les prix du carburant de l'ordre de 38 % pour l'essence, de 47 % pour le diesel et de 51 % pour le kérosène »⁶⁹. Ce projet a été abandonné face à la gronde populaire, qui aura tout de même conduit à la mort d'un individu à l'issue de manifestations⁷⁰ et à la démission du gouvernement de Jack Guy Lafontant, le 14 juillet 2018⁷¹.

La mobilisation contre le gouvernement et les hauts fonctionnaires « corrompus » prendra encore plus d'ampleur sur les réseaux sociaux, en août 2018. Les hashtags « **#Kot Kòb Petwo Karibe a ?** » (« Où est l'argent de PétoCaribe ? » en créole haïtien) et **#PetroCaribeChallenge**, publiés par le cinéaste haïtien Gilbert Mirambeau⁷² et le rappeur K-LIB⁷³ sur Twitter, sont « re-tweetés » massivement par les Haïtiens⁷⁴.

Des manifestations de faible ampleur⁷⁵, à partir du 24 août 2018, à Port-au-Prince⁷⁶ se transformeront tout au long de la fin d'année 2018 en manifestations de plus en plus importantes, puis en semaines de grèves, de blocages et de violences. Les partis d'opposition participent à ces mouvements⁷⁷ et multiplieront les slogans « anti-corruption »⁷⁸. **Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues le 17 octobre 2018⁷⁹ et les 18⁸⁰ et 23⁸¹ novembre 2018.**

Ces protestations populaires s'accompagnent de nombreux actes de violence : selon un rapport de la Mission des Nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), « lors des manifestations du 17 octobre, **les policiers étaient responsables de 57 violations des droits de l'homme, dont trois exécutions sommaires et 47 cas de**

⁶⁸ Barril.info, *op.cit.*

⁶⁹ Radio Canada International, « Haïti : la rue continue de gronder à Port-au-Prince, où les manifestants demandent le départ du président », 9 juillet 2018 ; Ouest-France, « Haïti. Vives tensions suite à la hausse des tarifs du carburant », 7 juillet 2018

⁷⁰ Le Monde de l'Energie, *Haïti: le FMI suggère une suppression progressive des subventions sur les carburants*, 15 juillet 2018 ; La Liberté, « Haïti: pas de hausse des prix des carburants mais des troubles », 8 juillet 2019

⁷¹ Le Monde, « Haïti : le premier ministre a démissionné », 15 juillet 2018 ; Le Temps, « Haïti s'enfoncé dans la paralysie », 17 février 2019 ; Le Nouvelliste, Vidéo « La Dernière déclaration du Premier Ministre Jack Guy Lafontant à la chambre des députés », 14 juillet 2018

⁷² Compte Twitter du cinéaste Gilbert Mirambeau, 14 août 2018

⁷³ Compte Twitter du rappeur haïtien K-Lib, 23 août 2018

⁷⁴ Page Twitter répertoriant l'utilisation du hastag #PetroCaribeChallenge ; RFI, « L'initiative anticorruption #PetroCaribeChallenge : de la Toile à la rue ? », 24 août 2018 ; La Croix, « Haïti sous tension, le pouvoir exécutif absent », 21 novembre 2018

⁷⁵ Vant Bèf Info, « Anti-corruption : les habitants de Trou du Nord ont demandé des comptes sur la gestion du fonds PetroCaribe », 9 septembre 2018

⁷⁶ Rezo Nodwes, « Port-au-Prince : Plusieurs blessés lors d'une manifestation contre la corruption dispersée par la police », 29 août 2018

⁷⁷ Barril.info, *op.cit.*

⁷⁸ France 24, « Haïti : de violentes manifestations contre la corruption secouent Port-au-Prince », 18 octobre 2018

⁷⁹ Le Nouvelliste, « La manifestation du 17 octobre 2018 est « historique », selon Évans Paul », 18 octobre 2018

⁸⁰ Le Nouvelliste, « Manifestations du 18 novembre : le départ de Jovenel Moïse inscrit dans le cahier des revendications », 22 novembre 2018 ; RFI, « Haïti: nouvelle journée de manifestations contre le pouvoir en place », 23 novembre 2018

⁸¹ France 24, « Haïti : de violentes manifestations contre la corruption secouent Port-au-Prince, 18 octobre 2018 »

recours excessif à la force, ce qui a entraîné la mort de trois manifestants et fait 44 autres blessés »⁸².

Selon plusieurs médias, entre **un⁸³ et deux⁸⁴ individus auraient été abattus par la police et des dizaines d'autres blessés** en marge des manifestations du 17 octobre 2018⁸⁵.

« Sur les 72 victimes enregistrées du 18 au 23 novembre, 51 étaient imputables à des éléments armés qui ne font pas partie des forces de police et 21, dont 6 décès, auraient résulté d'un usage excessif de la force par des agents de police » indique le rapport de la MINUJUSTH⁸⁶.

6 morts, 5 blessés et 23 arrestations sont dénombrés par la PNH⁸⁷ et 11 morts, 47 blessés et 75 arrestations selon l'opposition « Secteur démocratique et populaire »⁸⁸, pour ces mêmes manifestations de novembre 2018⁸⁹.

La CIDH et certains médias indiquent que des manifestations de faible ampleur ont été organisées, du 20 au 22 décembre 2018 puis du 31 décembre au 1^{er} janvier 2019⁹⁰, devant la CSC/CA⁹¹. Puis, « en janvier 2019, des citoyens qui avaient déposé à titre privé des plaintes pénales contre des hauts fonctionnaires de l'État et des entreprises privées ayant obtenu des marchés dans le cadre du fonds Petrocaribe ont manifesté pour dénoncer l'absence de progrès de l'enquête »⁹². Selon les sources consultées, aucune victime liée à ces manifestations n'est à signaler durant les mois de décembre 2018 et de janvier 2019.

2. Les évènements du 7 février 2019 au 18 février 2019

2.1 De nombreux morts accompagnent des manifestations violentes

2.1.1. Une mobilisation massive et désordonnée, vectrice de violence

L'appel de l'opposition à manifester le 7 février 2019⁹³, date d'anniversaire de la fin du règne des Duvalier (François, de 1957 à 1971 et son fils Jean-Claude, de 1971 à 1986) en

⁸² Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (MINUJUSTH), *Rapport du Secrétaire Général*, 1^{er} mars 2019

⁸³ *Vant Bèf Info*, « Manifestations : 1 mort et 2 blessés dans la ville des Cayes », 17 octobre 2018

⁸⁴ *La Presse.ca*, « Haïti: des manifestations font deux morts », 18 octobre 2018

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ MINUJUSTH, *op.cit.*

⁸⁷ *Vant Bèf Info*, « Protestations : bilan de la manifestation du 18 novembre, place à la guerre des chiffres », 19 novembre 2018 ; *Haiti 24*, « Au moins 6 personnes tuées, la PNH dresse le bilan partiel de la manifestation du 18 novembre », 18 novembre 2018

⁸⁸ *Vant Bèf Info*, « Protestations : bilan de la manifestation du 18 novembre, place à la guerre des chiffres », 19 novembre 2018

Le Secteur démocratique et populaire est « dirigé par l'avocat André Michel, des représentants du parti Lavalas de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide et plusieurs syndicalistes » (*Barril.info*, « Où est l'argent de Petrocaribe », 27 décembre 2018)

⁸⁹ *24 Heures*, « Plusieurs morts dans des manifestations en Haïti », 20 novembre 2018 ; *RFI*, « Haïti: nouvelle journée de manifestations contre le pouvoir en place », 23 novembre 2018

⁹⁰ Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), *La CIDH exprime sa préoccupation quant à l'aggravation de la violence et de la pénurie en Haïti et annonce la création de la Cellule de coordination et de riposte opportune et intégrée (SACROI) pour faire le suivi de la situation*, Communiqué de presse, 27 février 2019

⁹¹ *Le Médiateur*, « Manifestations prévues pour les 9, 10 et 16 décembre 2018 : les opposants de Jovenel Moïse tentent de se relancer », 7 décembre 2018

⁹² CIDH, *op.cit.*

⁹³ *Le National*, « 7 février 2019 : un appel de plus à la mobilisation », 6 février 2019

1986, mobilise fortement les Haïtiens, qui auraient été plusieurs dizaines de milliers dans les rues⁹⁴. Dès le premier jour de contestation, le 7 février 2019, les blocages de routes, les barricades et les pillages mènent à l'affrontement avec la PNH, qui hésitera entre « tirer à hauteur d'homme » ou à « laisser faire »⁹⁵. **La seule déclaration officielle de son porte-parole, Gary Desrosiers, fait état de deux morts**⁹⁶, de quatorze policiers blessés et de trente-six arrestations⁹⁷.

Certains médias, dont l'AFP, avancent que quatre autres personnes auraient été tuées, portant le bilan à six décès. Une vingtaine de manifestants auraient été blessés durant cette première journée de heurts⁹⁸, dont « 5 à Port-au-Prince, 2 dans les Nippes, 4 lors des manifestations à St Marc et aux Gonaïves, 10 à Mirebalais »⁹⁹.

Aucune information médiatique n'est disponible pour l'ensemble des événements, la plupart des médias locaux indiquent uniquement la multiplication des arrestations¹⁰⁰, sans en préciser le nombre.

Durant les onze jours de blocage, les manifestations « ont donné lieu à divers événements tels que les barricades de rues, d'avenues et d'autoroutes, la violence à l'égard de manifestants, les tirs sporadiques, les détentions de personnes, des difficultés dans l'approvisionnement en biens et services essentiels pour l'alimentation, l'eau potable et la santé, la pénurie de carburant, de gaz et de courant électrique, l'arrêt partiel et/ou total des activités économiques, la fermeture des écoles et des bureaux de douanes et d'aéroports, ainsi qu'un impact grave sur le fonctionnement des services publics »¹⁰¹, selon la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme.

Le drapeau américain a été brûlé par une foule clamant « Vive Poutine »¹⁰², et plusieurs individus ont pénétrés dans le consulat honoraire d'Italie et dans le consulat du Pérou de Port-au-Prince, le 13 février 2019¹⁰³.

Les sources disponibles ne permettent pas d'établir un bilan définitif fiable.

Les médias, qui dénombrent entre sept¹⁰⁴ **et une dizaine de décès au 13 février 2019**¹⁰⁵, ne communiquent ensuite plus à ce sujet.

La MINUSTUH affirme, au 19 février 2019, que « 34 personnes, dont un mineur et trois femmes, avaient été tuées, 102 personnes, dont 23 agents de la Police nationale d'Haïti, avaient été blessées et 82 avaient été arrêtées » au cours des manifestations¹⁰⁶.

⁹⁴ *Le Temps*, « Haïti s'enfoncé dans la paralysie », 17 février 2019

⁹⁵ *Le Point*, « Pourquoi Haïti est en proie à la révolte populaire », 14 février 2019

⁹⁶ *Le Point*, « Scènes de chaos en Haïti avec l'intensification de la révolte contre le président », 13 février 2019

⁹⁷ *Mag Haïti*, « Le bilan de la grande mobilisation du 7 février 2019 est inquiétant », 10 février 2019

⁹⁸ *Le Point*, « Scènes de chaos en Haïti avec l'intensification de la révolte contre le président », 13 février 2019

⁹⁹ *Haïti Libre*, « Importants dégâts, au moins 4 morts et 21 blessés lors des manifestations », 8 février 2019

¹⁰⁰ *France Info*, « 14 février 2019, À Haïti, des émeutes de la faim se multiplient, les morts aussi », 14 février 2019

¹⁰¹ CIDH, *op.cit.*

¹⁰² *La Croix*, « Haïti: des manifestants brûlent un drapeau américain », 16 février 2019 ; *Loop Haïti*, « Des manifestants crient "vive Poutine" et brûlent un drapeau américain », 16 février 2019

¹⁰³ *Presslakay*, « Communiqué de presse des Consuls d'Italie et Pérou en Haïti », 14 février 2019 ; *Le National*, « Le CARDH fait le point sur l'affaire des consulats du Pérou et d'Italie », 28 février 2019

¹⁰⁴ *20 Minutes*, « Haïti: Sept morts dans de violentes manifestations contre le pouvoir en place », 14 février 2019

¹⁰⁵ *Le Temps*, « Haïti s'enfoncé dans la paralysie », 17 février 2019

¹⁰⁶ MINUSTUH, *op. cit.*

La CIDH estime « qu'au moins 26 personnes ont trouvé la mort et plus de 77 personnes ont été blessées, selon les informations de l'UNICEF »¹⁰⁷. Aucune information émanant de l'UNICEF n'est disponible à ce sujet.

Au 14 février 2019, l'opposition fait état de 52 décès, de 247 blessés et de 519 personnes arrêtées, dont 250 auraient déjà été libérées¹⁰⁸.

Touchant de nombreux lieux en Haïti et les quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince dans son ensemble¹⁰⁹, la situation ne semble pas comporter de particularisme géographique. Certaines sources imputent, néanmoins, la majorité des délits et des heurts aux individus venus des bidonvilles de Port-au-Prince et des quartiers populaires¹¹⁰ de l'aire métropolitaine (Cité-Soleil, Carrefour, Mirasant, la Saline, Delmas, etc.)¹¹¹, qui auraient décidé d'attaquer les bâtiments des institutions, dont le palais présidentiel¹¹².

Depuis la fin des manifestations, le 18 février 2019, la situation semble s'être apaisée, bien que le risque de violence reste latent. Les appels à manifester des proches du regroupement **Konbit òganizasyon politik, sendika ak popilè** (dont les professeurs et journalistes Lyonel Trouillot, Georges Eddy Lucien, Jaccéus Joseph, l'ancien député Sadrac Dieudonné, le syndicaliste Josué Mérilien, et l'écrivain Clotaire Saint-Natus)¹¹³ soutenu par le parti **Piti Dessalines**¹¹⁴ de Jean-Charles Moïse, les 7 et 8 mars 2019¹¹⁵ n'ont pas mobilisé les Haïtiens. Aucune manifestation ne s'est déroulée selon les médias.

2.1.2 Les violences envers les journalistes

Selon plusieurs rapports d'institutions nationales étrangères, les actes de violence ou de répression envers les journalistes demeurent peu fréquents et isolés¹¹⁶.

Toutefois, certaines associations de médias haïtiens [l'Association nationale des médias haïtiens (ANMH), l'Association des médias indépendants d'Haïti (AMIH) et l'Association des journalistes haïtiens (AJH)] **font état d'actes de violences contre des journalistes durant les manifestations**¹¹⁷. Ces associations ont déclaré que « des manifestants ont frappé des journalistes, abîmé des véhicules de presse, tenté de saisir des équipements de journalistes, des agents de la Police nationale d'Haïti ont menacé des journalistes, les locaux de la Télévision nationale d'Haïti (Tnh) ont été attaqués, des équipements brûlés, des directeurs de deux médias ont dénoncé le brouillage de leurs ondes »¹¹⁸.

¹⁰⁷ CIDH, *op.cit.*

¹⁰⁸ *Haiti Progrès*, « 7 février, échec total du pouvoir », 14 février 2019

¹⁰⁹ *Haiti Libre*, « Haïti - FLASH : 6e jour de paralysie, le pays s'enfoncé dans le chaos... », 13 février 2019

¹¹⁰ *Haiti Libre*, « 5^e jour de manif, violences, pillages, vandalisme, la colère populaire grandit », 12 février 2019

¹¹¹ *Haiti Libre*, « 6^e jour de paralysie, le pays s'enfoncé dans le chaos... », 13 février 2019

¹¹² *Rezo Nodwes*, « La mobilisation contre le pouvoir de Jovenel Moïse provoque l'émoi », 13 février 2019

¹¹³ *Le Nouvelliste*, « Solidarité Kiskeya : «Konbit òganizasyon politik sendikal ak popilè» entre dans la danse », 18 janvier 2019

¹¹⁴ *Prensa Latina*, « Haitian Opposition Insists on Resuming Anti-government Protests », 6 mars 2019

¹¹⁵ *Haiti Libre*, « Haïti - Actualité : zapping... », 6 mars 2019

¹¹⁶ OFPRA, *op.cit.* ; US Department of State (USDOS), *Country Report on Human Rights Practices 2017 – Haiti*, 20 avril 2018

¹¹⁷ *Le Nouvelliste*, « Violences contre la presse : association de journalistes et patrons de médias protestent », 14 février 2019

¹¹⁸ *AlterPresse*, « Haïti-Crise : Des associations de médias dénoncent des attaques contre des journalistes », 14 février 2019

Une vidéo publiée par *Le Nouvelliste* sur la plateforme de vidéos en ligne *Youtube*, permet de confirmer les dommages d'un véhicule de la Télévision Nationale d'Haiti (TNH)¹¹⁹.

En marge des manifestations, **le journaliste haïtien et correspondant de l'agence de presse britannique Reuters dans le pays, Robenson Sanon, a été blessé par balle au bras droit, le 13 février 2019, pendant qu'il couvrait les manifestations**¹²⁰. Robenson Sanon a déclaré au *Committee to Protect Journalist* (CPJ) s'être retrouvé entre les deux camps, avant d'être atteint par un tir croisé qui provenait du côté des manifestants et non de celui de la police¹²¹. Un autre journaliste, Josué Belamour, aurait été blessé à l'avant-bras par des tirs de balles en caoutchouc¹²².

2.2. Un Etat affaibli

2.2.1 L'arrestation d'un commando étranger armé (17 février 2019)

Les médias haïtiens relaient l'arrestation, le 17 février 2019, d'un commando lourdement armé (fusils d'assaut, drones, gilets pare-balles, etc.) composé de cinq Américains (dont trois anciens militaires¹²³), d'un Russe, d'un Serbe et de leur guide haïtien¹²⁴. Une fois appréhendés par la police haïtienne, les individus ont déclarés se trouver en Haïti pour une mission d'Etat¹²⁵, dans l'objectif de fournir « des services de sécurité à un homme d'affaires travaillant pour le Gouvernement haïtien »¹²⁶, sans en préciser le nom.

Les versions divergent concernant la présence d'un tel groupe armé sur le territoire haïtien. Après l'arrestation, le *Miami Herald* indique que, selon deux sources, **plusieurs individus liés au gouvernement de Jovenel Moïse auraient tenté de libérer les individus suspects**. « L'un d'eux a même déclaré que ces individus étaient ici pour une opération de sécurité à la Banque Centrale. Une vérification de la police avec le dirigeant de la Banque révèle, néanmoins, qu'il n'était pas au courant de leur présence »¹²⁷.

La présidence nie cette version et accuse les individus d'avoir projeté un cambriolage à la Banque Centrale¹²⁸.

¹¹⁹ *Le Nouvelliste*, « La Télévision National d'Haiti à été vandalisé par des individus non identifiés », Vidéo sur *Youtube*, 14 février 2019

¹²⁰ *CNN*, « Haiti President Jovenel Moise defiant amid deadly protests and calls for his resignation », 15 février 2019

¹²¹ *Committee to Protect Journalists (CPJ)*, *Journalist shot in anti-government demonstrations in Haiti*, 14 février 2019

¹²² *Lakay Press*, « 2 journalistes blessés par balles dans la manifestation du mercredi 13 Février 2019 à Port-au-prince », 14 février 2019 ; *MagHaiti*, « 2 journalistes blessés par balles dans la manifestation du mercredi 13 Février 2019 à Port-au-prince », 14 février 2019

¹²³ *Miami Herald*, « Why were former members of the U.S. military driving around Haiti heavily armed? », 19 février 2019,

¹²⁴ Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), *Communiqué de presse*, 18 février 2019

¹²⁵ *Miami Herald*, « Haitian police arrest five Americans who claimed they were on a 'government mission' », 18 février 2019,

¹²⁶ *Haiti Libre*, « Haïti - FLASH : De retour aux États-unis, les membres du "commandos" sont libres », 22 février 2019

¹²⁷ *Miami Herald*, *op. cit.*

¹²⁸ *Haiti Libre*, « Haïti - FLASH : Cafouillage au Palais autour du commandos d'étrangers arrêté à PAP », 20 février 2019

En contradiction avec le bureau du cabinet présidentiel, un tweet publié le 19 février 2019 par le porte-parole du bureau du Premier ministre¹²⁹, Pascal Adrien, indique que les hommes auraient voulu monter sur le toit de la Banque Centrale, qui domine les bureaux du Premier ministre et du Parlement, dans le but d'assassiner le Premier ministre Jean-Henry Céant. Pour l'opposition, ces « mercenaires »¹³⁰ auraient été employés par la présidence pour assassiner des leaders politiques hostiles au gouvernement, en marge de la vague de manifestations dans le pays¹³¹.

Selon le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), une ONG haïtienne, la libération de ces individus par la justice haïtienne est une occasion ratée de faire triompher la justice dans le pays¹³². « Le dossier a été transformé en un dossier politique qui fait perdre la face au pouvoir judiciaire » pour le RNDDH, qui dénonce des pressions émanant de la présidence¹³³.

Le 22 février 2019, l'un des membres de ce « commando », a témoigné sur son compte Instagram après son retour aux Etats-Unis, selon plusieurs médias haïtiens, qui ont enregistré la publication avant qu'elle ne devienne indisponible¹³⁴. Chris Osman se présente comme un agent de sécurité privée, venu en Haïti pour fournir des « services de sécurité à un individu directement connecté au Président de la République »¹³⁵. Il estime avoir servi de « pion » dans la bataille politique qui oppose le Premier ministre et le Président¹³⁶. Egalement, il dénonce la situation des prisons haïtiennes et ne « souhaite à personne de vivre cette expérience »¹³⁷. Aucune trace de cette publication n'est actuellement trouvable sur son compte Instagram.

2.2.2. 78 détenus s'évadent du commissariat d'Aquin

En marge des manifestations et des blocages qui ont touché le pays, 78 détenus se sont évadés du commissariat d'Aquin, le 12 février 2019, selon le porte-parole de la PNH¹³⁸.

L'inspecteur en chef de la PNH Ralph Stanley Brice a détaillé cet évènement :

« Profitant d'une manifestation anti-gouvernementale devant le commissariat d'Aquin qui se trouvent au même endroit que la prison et alors que les manifestants lançaient des pierres sur le commissariat, mobilisant toute l'attention des policiers, les prisonniers qui venaient de prendre une douche et refusaient de retourner dans leur cellule, ont profité de la diversion pour s'évader. Dépourvus de munitions, les agents en charge de la sécurité de cette prison ont fait appel à des renforts. Des barricades érigées sur la route menant à

¹²⁹ Tweet du chef de cabinet du Premier Ministre, Pascal Adrien, 19 février 2019, (Traduction : « Au micro de Miguel Marquez (CNN), le Premier ministre @jeanhenryceant a déclaré que les mercenaires n'étaient pas venus pour protéger la BRH (Banque de la République d'Haïti). La BRH ne les reconnaît pas du tout. Les mercenaires devaient s'ériger sur la BRH pour dominer le Premier ministre dans son bureau et le Parlement. Jeu pour la justice ! »)

¹³⁰ *Haiti Libre*, « Haïti - FLASH : Cafouillage au Palais autour du commandos d'étrangers arrêté à PAP », 20 février 2019

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), *op.cit.*

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ *Haiti Press Network*, « Haïti-Affaire des huit mercenaires : Chris Osman, l'un d'eux s'est exprimé sur instagram », 22 février 2019 ; *Loop Haïti*, « L'un des huit hommes armés arrêtés en Haïti se livre sur Instagram » 22 février 2019

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Voir 2.2.3. ci-dessous.

¹³⁷ *Haiti Press Network*, *op.cit.*

¹³⁸ *Le Parisien*, « 78 détenus se sont évadés d'une prison d'Haïti », 13 février 2019 ; *Le Nouvelliste*, « 78 prisonniers se sont évadés, ce mardi, de la prison civile d'Aquin », 12 février 2019

Aquin ont retardé l'arrivée des renforts venant des Cayes, qui n'ont pas pu arriver à temps pour disperser les manifestants et empêcher l'évasion des 78 prisonniers (63 étaient en détention provisoire).»¹³⁹

Le commissariat ne comportant pas de responsable de greffe pour actualiser les registres de détention¹⁴⁰, en dépit du règlement interne des établissements pénitentiaires de 2008¹⁴¹, **il est possible que le nombre de prisonniers évadés soit supérieur.**

La ville d'Aquin ne disposant pas d'un centre de détention, le commissariat y fait office de prison, avec un personnel en sous-effectif¹⁴². A la suite d'évasions passées dans d'autres centres de détention (mutineries de janvier 2010, évasions de la prison d'Arcahaie en octobre 2016)¹⁴³, le Parquet près le tribunal civil de Port-au-Prince avait adressé au directeur général de la PNH, Jean-Michel Gédéon, le 8 janvier 2019, une note dénonçant « **les arrestations chimériques** »¹⁴⁴ des policiers, qui conduisent à la généralisation de la détention préventive et à « **la gangrène de l'appareil judiciaire** »¹⁴⁵. **Le Parquet estime à 80 % le nombre d'individus en attente d'un jugement sur un total de 11 164 détenus**¹⁴⁶, souvent « emprisonnés pour des infractions légères, alors que celles-ci auraient pu être sanctionnées par des peines alternatives à l'emprisonnement »¹⁴⁷. Selon *World Prison Brief*, en 2018, Haïti est le deuxième pays au monde comportant les prisons les plus surpeuplées, derrière les Philippines¹⁴⁸.

En 2006, le média haïtien *AlterPresse* a eu la possibilité d'effectuer une visite du commissariat d'Aquin et d'y décrire les conditions de détention, qui ont pu pousser les individus à s'évader¹⁴⁹ :

« Dans les deux principales cellules, [...] 8 personnes partagent une petite chambre d'environ 1m75 x 4m, tandis que 7 autres sont placées en parallèle dans une autre cellule de même dimension. A l'ouverture des cellules, une odeur nauséabonde se dégage, et les captifs, en surnombre, semblent avoir contracté certaines maladies épidermiques : des boutons sur leur peau. [...] Dans leurs cachots, aucun confort. Ils y mangent et y font leurs besoins physiologiques à longueur de journée, au su et au vu de leurs collègues. »¹⁵⁰

2.2.3. Une actualité d'instabilité politique

Pour faire face à la gronde populaire, le Président Moïse adopte plusieurs mesures d'urgence, le 16 février 2019. Y figurent notamment des coupes budgétaires de 30 % pour le bureau du Premier ministre¹⁵¹, l'élimination des privilèges alloués aux hauts fonctionnaires¹⁵², la diminution des prix sur les produits de première nécessité¹⁵³ et la « récupération des fonds perdus par le dossier PetroCaribe par le biais de la désignation d'un nouveau directeur de l'Unité centrale de renseignements financiers et d'un nouveau

¹³⁹ *Haiti Libre*, « Grande évasion à Aquin (Sud) », 13 février 2019

¹⁴⁰ OFPRA, *op.cit.* ; MINUSTUJH, *op.cit.*

¹⁴¹ Direction de l'Administration Pénitentiaire, *Règlement interne des établissements pénitentiaires*, février 2008

¹⁴² OFPRA, *op.cit.*

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Haiti Progrès*, « Détention préventive : la PNH mise en cause », 17 janvier 2019

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Haïti 1er juillet 2014 – 30 juin 2015*, Février 2016

¹⁴⁷ OFPRA, *op.cit.*

¹⁴⁸ World Prison Brief, *Highest to Lowest - Occupancy level (based on official capacity)*, 2018

¹⁴⁹ OFPRA, *op.cit.*

¹⁵⁰ *AlterPresse*, « Haïti-Justice : conditions de détention déplorables à Aquin », 25 mai 2006

¹⁵¹ *La Croix*, « Haïti: des mesures économiques d'urgence pour calmer la contestation », 17 février 2019

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ CIDH, *op.cit.*

directeur de l'Unité de lutte contre la corruption, une action rapide de la part de la commission gouvernementale chargée du dossier et un rapport de la Cour supérieure des comptes, la désignation par le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire de nouveaux juges chargés d'instruire le dossier PetroCaribe »¹⁵⁴.

Le 15 mars 2019, les députés et les sénateurs de la majorité (proches de Jovenel Moïse) signent l'interpellation du Premier ministre, Jean-Henry Céant. Selon les articles 129-2 et 129-3 de la Constitution du 29 mars 1987, un gouvernement interpellé est soumis au vote, de censure ou de confiance, de la part des deux chambres¹⁵⁵. La séance du Sénat avorte, faute d'atteindre le quorum¹⁵⁶, tandis que 93 députés votent le renvoi du gouvernement¹⁵⁷. **Le 21 mars 2019, Jean-Henry Céant est remplacé par Jean-Michel Lapin**, jusqu'à présent ministre de la Culture et de la communication, dans l'attente de la nomination d'un nouveau cabinet¹⁵⁸.

L'ex-Premier ministre prétend être une victime de la lutte contre la corruption, de l'affaire « Petrocaribe » en particulier :

« Il y a quelque part une peur sur cette volonté de faire le jour et la lumière sur Petrocaribe. Une revendication de tout le peuple. Les petrochallengers se sont rendus compte que je ne plaisantais pas [...] Je ne sais pas si le président a peur [...] Des gens autour du président, indexés, ont été renvoyés. Je ne sais pas s'ils ont encore de l'influence sur le président. Je ne sais pas ce qu'il faut faire. Laissons la lumière se faire et tout le monde connaîtra la vérité »¹⁵⁹.

Dans ce contexte, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, prévoit de créer une mission politique, qui servirait de relai à la MINUJUSTH malgré la fin de la mission, prévue en octobre 2019. Constituée d'un « petit bureau consultatif stratégique, dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général », elle aurait principalement un rôle de conseil dans les domaines de « la réforme politique, les élections, la justice, le système pénitentiaire, le développement de la police, la réduction des violences de proximité ou encore les droits de l'homme »¹⁶⁰.

Selon le Secrétaire général de la MINUJUSTH, « les risques d'un regain d'instabilité découlant des problèmes politiques, économiques, humanitaires, de sécurité et des droits de l'homme [...] ont été examinés minutieusement au moment de décider de clore le chapitre du maintien de la paix et d'opter pour une présence consécutive au maintien de la Paix en Haïti. Comme cela a été constaté durant la crise récente¹⁶¹, il est clair que si les capacités nationales de surmonter les menaces contre la sécurité intérieure et l'ordre public sont considérables, la clef pour empêcher tout glissement se situe au niveau politique ; **il faudrait donc continuer de favoriser la stabilité politique du pays.** »¹⁶²

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Organisation des Etats Américains (OEA), Réseau Continental d'Echange d'Informations Relatives à l'Entraide Judiciaire en Matière Pénale et d'Extradition, *La Constitution de la République d'Haïti*, 1987

¹⁵⁶ *Le Nouvelliste*, « Faute de quorum au Sénat, Jean-Henry Céant livré aux députés », 18 mars 2019 (Définition du Larousse : « Nombre de membres présents exigé dans une assemblée délibérante pour que le vote soit valable »)

¹⁵⁷ *Le Nouvelliste*, « La Chambre des députés renvoie Jean-Henry Céant et son gouvernement », 18 mars 2019

¹⁵⁸ *Le Nouvelliste*, « Les premières mesures de Jean-Michel Lapin, Premier ministre par intérim », 28 mars 2019

¹⁵⁹ *Radio Télévision Caraïbes*, « Jean Henry Céant : "Je suis le Premier Ministre en fonction" », 19 mars 2019

¹⁶⁰ *Radio Caraïbes International*, « L'ONU réfléchit à l'accompagnement à apporter en Haïti », 7 mars 2019 ; *France 24*, « UN chief says Haiti police mission should close as planned » 6 mars 2019

¹⁶¹ Les manifestations du 7 février au 18 février 2019.

¹⁶² *Haïti Libre*, « Haïti - Politique : L'ONU recommande la création d'une Mission politique spéciale en Haïti », 7 mars 2019

Bibliographie

Sites web consultés en mars 2019

Institutions internationales

Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), *La CIDH exprime sa préoccupation quant à l'aggravation de la violence et de la pénurie en Haïti et annonce la création de la Cellule de coordination et de riposte opportune et intégrée (SACROI) pour faire le suivi de la situation*, Communiqué de presse, 27 février 2019

<http://www.oas.org/fr/cidh/prensa/comunicados/2019/046.asp>

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), *Plan de réponse humanitaire, Janvier 2019-Décembre 2020*, Janvier 2019

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/02/HRP_Haiti_2019-2020_FR.pdf

Partenariat mondial pour les connaissances sur les migrations et le développement (KNOMAD), *Migration and remittances, Migration and Development Brief 30*, décembre 2018,

<https://www.knomad.org/sites/default/files/2018-12/Migration%20and%20Development%20Brief%2030.pdf>

The World Bank, *The World Bank in Haiti - Overview*, 21 septembre 2018,

<https://www.worldbank.org/en/country/haiti/overview>

Organisation Internationale des Migrations (OIM), *Diagnóstico regional sobre migración haitiana*, 8 août 2017,

https://robuenosaires.iom.int/sites/default/files/publicaciones/Diagnostico_Regional.pdf

Ministère de la Santé Publique et de la Population, *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS -VI 2016-2017)*, Juillet 2018

Programme Alimentaire Mondial, *Global report on food crises 2018*, « Haïti », 2018,

<https://sway.office.com/7LvLgO3tCMzHGNfb>

Centre du commerce international, 2017, *Liste des marchés fournisseurs pour un produit importé par Haïti – produit : céréales*, 2018,

https://www.trademap.org/Bilateral_TS.aspx?nvpm=2%7c332%7c%7c842%7c%7c10%7c%7c%7c4%7c1%7c1%7c1%7c2%7c1%7c1%7c1%7c1

Centre de réception des demandes de visas pour le Chili (CAVC), *Informations sur le visa*, 2018, <https://haiti.iom.int/cavc/fr/informations-sur-le-visa>

Centre de réception des demandes de visas pour le Brésil (BVAC), *La procédure de demande de visa*, 2018, <https://haiti.iom.int/bvac/fr>

Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), *Indices et indicateurs de développement humain, Mise à jour statistique 2018*, 2018,

http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update_fr.pdf

Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), *UNFPA'S humanitarian interventions in brief: two months after Hurricane Matthew hit Haiti*, décembre 2016, <https://haiti.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Humanitarian%20report%20No%202-English%20version.pdf>

Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH), *Haiti : Ouragan Matthew, rapport de situation no. 16*, 26 octobre 2016, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_16_-_haiti_26_oct_2016_-_fr.pdf.pdf

ONU Femmes, *Communiqué de presse : ONU Femmes déploie des moyens d'intervention pour porter secours aux Haïtiennes et Haïtiens*, 7 octobre 2016, <http://www.unwomen.org/fr/news/stories/2016/10/press-release-un-women-mobilizes-relief-efforts-to-support-haitians>

Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), *Rapport annuel sur la situation des droits de l'homme en Haïti 1er juillet 2014 – 30 juin 2015*, Février 2016 https://www.ohchr.org/Documents/Countries/HT/ReportMINUSTAH-OHCHRJuly2014_June2015_fr.pdf

La Banque Mondiale, *L'agriculture en Haïti : terriblement exposée, et presque sans assurance*, 3 avril 2013, <http://www.banquemondiale.org/fr/news/feature/2013/04/03/agriculture-in-haiti-highly-vulnerable-mostly-uninsured>

Organisation des Etats Américains (OEA), Réseau Continental d'Echange d'Informations Relatives à l'Entraide Judiciaire en Matière Pénale et d'Extradition, *La Constitution de la République d'Haïti*, 1987, https://www.oas.org/juridico/MLA/fr/hti/fr_hti-int-txt-const.html

Institutions nationales

Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA), *Audit spécifique de gestion du fonds Petrocaribe*, janvier 2019, (fichier en PDF)

Ministère de la Santé Publique et de la Population, *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS -VI 2016- 2017)*, juillet 2018, <https://www.dhsprogram.com/pubs/pdf/FR326/FR326.pdf>

DG Trésor Haïti - Service économique de l'Ambassade de France à Port-au-Prince, *Indicateurs et conjoncture*, 4 juin 2018, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/HT/indicateurs-et-conjoncture>

US Department of State (USDOS), *Country Report on Human Rights Practices 2017 – Haiti*, 20 avril 2018, <https://www.ecoi.net/en/document/1430408.html>

Direction de l'Administration Pénitentiaire, *Règlement interne des établissements pénitentiaires*, février 2008

Centres de recherche et *think tanks*

Groupe d'appui aux Rapatriés et aux Réfugiés, *Migration haïtienne au Chili : Un plan humanitaire de retour volontaire en Haïti pour des migrants haïtiens*, 22 octobre 2018, <https://reliefweb.int/report/haiti/migration-ha-tienne-au-chili-un-plan-humanitaire-de-retour-volontaire-en-ha-ti-pour-des>

Le Monde de l'Energie, *Haïti: le FMI suggère une suppression progressive des subventions sur les carburants*, 15 juillet 2018, <https://www.lemondedelenergie.com/haiti-fmi-carburant/2018/07/15/>

World Prison Brief, Institute for Criminal Policy Research, *Highest to Lowest - Occupancy level (based on official capacity)*, 2018, http://www.prisonstudies.org/highest-to-lowest/occupancy-level?field_region_taxonomy_tid=All

Migration Policy Institute, *The Haitian Diaspora in the United States*, Juillet 2014, (PDF en pièces jointes)

FAFO Foundation, *Etude sur les enfants travailleurs domestiques en Haïti 2014*, 2014, <https://www.fafo.no/images/pub/2014/20404-web.pdf>

STEPICK Alex, « Haitian Boat People: A Study in the Conflicting Forces Shaping U.S. Immigration Policy », Dans : *Law and Contemporary Problems*, avril 1982

Organisations non gouvernementales

Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), *Communiqué de presse*, 18 février 2019

Committee to Protect Journalists (CPJ), *Journalist shot in anti-government demonstrations in Haïti*, 14 février 2019, <https://cpj.org/2019/02/journalist-shot-as-demonstrations-continue-in-hait.php>

Ouvrages spécialisés

GRÜNEWALD, François. *L'aide humanitaire : quel bilan deux ans après le séisme ?* Dans : *Haïti, réinventer l'avenir*, Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2012. <https://books.openedition.org/editionsmsmh/8341?lang=fr>

AUDEBERT, Cédric. *La diaspora haïtienne : Territoires migratoires et réseaux*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2012. <http://books.openedition.org/pur/26969>

Médias

Le Nouvelliste, « Les premières mesures de Jean-Michel Lapin, Premier ministre par intérim », 28 mars 2019, <https://www.lenouvelliste.com/article/199625/les-premieres-mesures-de-jean-michel-lapin-premier-ministre-par-interim>

Radio Télévision Caraïbes, « Jean Henry Céant : "je suis le Premier Ministre en fonction" », 19 mars 2019, <https://rtvc.radiotelevisioncaraibes.com/national/jean-henry-ceant-je-suis-le-premier-ministre-fonction.html>

Le Nouvelliste, « La Chambre des députés renvoie Jean-Henry Céant et son gouvernement », 18 mars 2019, <https://www.lenouvelliste.com/article/199328/la-chambre-des-deputes-renvoie-jean-henry-ceant-et-son-gouvernement>

Le Nouvelliste, « Faute de quorum au Sénat, Jean-Henry Céant livré aux députés », 18 mars 2019, <https://www.lenouvelliste.com/article/199305/faute-de-quorum-au-senat-jean-henry-ceant-livre-aux-deputes>

Le Nouvelliste, « Gary Bodeau : « Les jours du Premier ministre sont comptés », 15 mars 2019, <https://lenouvelliste.com/article/199275/gary-bodeau-les-jours-du-premier-ministre-sont-comptes>

Haitian Times, « Haiti's Troubles Must Not Be Forgotten », 9 mars 2019, <https://haitiantimes.com/2019/03/09/haitis-troubles-must-not-be-forgotten/>

Haiti Libre, « Haïti - Politique : L'ONU recommande la création d'une Mission politique spéciale en Haïti », 7 mars 2019, <https://www.haitilibre.com/article-27118-haiti-politique-l-onu-recommande-la-creation-d-une-mission-politique-speciale-en-haiti.html>

RCI, « L'ONU réfléchit à l'accompagnement à apporter en Haïti », 7 mars 2019, <https://www.rci.fm/infos/caraibes/lonu-reflechit-laccompagnement-apporter-en-haiti>

Prensa Latina, « Haitian Opposition Insists on Resuming Anti-government Protests », 6 mars 2019, <https://www.plenglish.com/index.php/component/search/?o=rn&id=39506&SEO=haitian-opposition-insists-on-resuming-anti-government-protests>

Haiti Libre, « Haïti - Actualité : zapping... », 6 mars 2019, <https://www.haitilibre.com/article-27115-haiti-actualite-zapping.html>

Loop Haiti, « les USA aux boatpeople d'Haïti : "aucun voyage ne vaut plus que la vie" », 6 mars 2019, <http://www.loophaiti.com/content/un-enregistrement-pour-decourager-le-voyage-illegal-en-mer-vers-usa>

France 24, « UN chief says Haiti police mission should close as planned » 6 mars 2019, <https://www.france24.com/en/20190306-un-chief-says-haiti-police-mission-should-close-planned>

Alter Presse, « Haïti-Politique : Reprise annoncée, les 7 et 8 mars 2019, des mouvements de protestations anti-gouvernementales », 4 mars 2019, <http://www.alterpresse.org/spip.php?article24113>

Le National, « Le CARDH fait le point sur l'affaire des consulats du Pérou et d'Italie », 28 février 2019, http://lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/actualitees&rebmun=5000

Haiti Libre, « Haïti - FLASH : De retour aux États-unis, les membres du «commandos» sont libres », 22 février 2019, <https://www.haitilibre.com/article-27009-haiti-flash-de-retour-aux-etats-unis-les-membres-du-commandos-sont-libres.html>

Haiti Press Network, « Haiti-Affaire des huit mercenaires : Chris Osman, l'un d'eux s'est exprimé sur instagram », 22 février 2019, <http://www.hpnhaiti.com/nouvelles/index.php/societe/99-securite/5163-haiti-affaires-des-huit-mercenaires-chris-osman-l-un-d-eux-s-est-exprime-sur-instagram>

Loop Haiti, « L'un des huit hommes armés arrêtés en Haïti se livre sur Instagram » 22 février 2019, <http://www.loophaiti.com/content/les-mercenaires-netaient-que-des-pions-dans-un-combat-entre-jovenel>

Rezo Nodwes, « Bahamas : Deux « boat-people » haïtiens condamnés à 9 et 6 mois de prison ou une amende de \$1500 à verser », 22 février 2019, <https://reznodwes.com/2019/02/22/bahamas-deux-boat-people-haitiens-condamnes-a-9-et-6-mois-de-prison-ou-une-amende-de-1500-a-verser/>

Le Nouvelliste, « L'Etat renonce temporairement à la perception de taxes à l'importation pour faire baisser le prix du riz », 20 février 2019, <https://lenouvelliste.com/article/198363/letat-renonce-temporairement-a-la-perception-de-taxes-a-limportation-pour-faire-baisser-le-prix-du-riz>

Haïti Libre, « Haïti - FLASH : Cafouillage au Palais autour du commandos d'étrangers arrêté à PAP », 20 février 2019, <https://www.haitilibre.com/article-26981-haiti-flash-cafouillage-au-palais-autour-du-commandos-d-etrangers-arrete-a-pap.html>

Miami Herald, « Haitian police arrest five Americans who claimed they were on a 'government mission' », 18 février 2019, https://www.miamiherald.com/news/nationworld/world/americas/haiti/article226440260.html#storylink=readmore_inline

Balistrad, « Pays lock, un nouveau mot dans le lexique haïtien », 17 février 2019, <http://www.balistrad.com/pays-lock-un-nouveau-mot-dans-le-lexique-haitien/>

Le Temps, « Haïti s'enfoncé dans la paralysie », 17 février 2019, <https://www.letemps.ch/monde/haiti-senfonce-paralysie>

La Croix, « Haïti: des mesures économiques d'urgence pour calmer la contestation », 17 février 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Haiti-mesures-economiques-urgence-calmer-contestation-2019-02-17-1301003083>

Alter Presse, « Calme précaire après 9 jours de protestations anti-gouvernementales », 16 février 2019, <http://www.alterpresse.org/spip.php?article24061>

La Croix, « Haïti: des manifestants brûlent un drapeau américain », 16 février 2019, <https://www.la-croix.com/Monde/Haiti-manifestants-brulent-drapeau-americain-2019-02-16-1301002963>

Loop Haiti, « Des manifestants crient "vive Poutine" et brûlent un drapeau américain », 16 février 2019, <http://www.loophaiti.com/content/des-manifestants-crient-vive-poutine-et-brulent-un-drapeau-americain>

CNN, « Haiti President Jovenel Moise defiant amid deadly protests and calls for his resignation », 15 février 2019, <https://edition.cnn.com/2019/02/15/americas/haiti-protests-against-jovenel-moise/index.html>

20 Minutes, « Haïti: Sept morts dans de violentes manifestations contre le pouvoir en place », 14 février 2019, <https://www.20minutes.fr/societe/2451063-20190214-haiti-sept-morts-violentes-manifestations-contre-pouvoir-place>

Haïti Progrès, « 7 février, échec total du pouvoir », 14 février 2019, <http://haiti-progres.com/news/2019/02/14/7-fevrier-echec-total-du-pouvoir/>

MagHaiti, « 2 journalistes blessés par balles dans la manifestation du mercredi 13 Février 2019 à Port-au-prince », 14 février 2019, <http://www.maghaiti.org/2-journalistes-blesses-par-balles-dans-la-manifestation-du-mercredi-13-fevrier-2019-a-port-au-prince/>

Lakay Press, « 2 journalistes blessés par balles dans la manifestation du mercredi 13 Février 2019 à Port-au-prince », 14 février 2019, <https://www.lakay.press/2019/02/2-journalistes-blesses-par-balles-dans-la-manifestation-du-mercredi-13-fevrier-2019-a-port-au-prince-mag-haiti-le-magazine-dhaiti/>

Le Nouvelliste, « Violences contre la presse : association de journalistes et patrons de médias protestent », 14 février 2019, <https://lenouvelliste.com/article/198151/violences-contre-la-presse-association-de-journalistes-et-patrons-de-medias-protestent>

AlterPresse, 14 février 2019, « Haïti-Crise : Des associations de médias dénoncent des attaques contre des journalistes », <http://www.alterpresse.org/spip.php?article24051>

Le Nouvelliste, « La Télévision National d'Haïti a été vandalisé par des individus non identifiés », Vidéo sur *Youtube*, 14 février 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=bf0RUypM5Tw>

France Info, « À Haïti, des émeutes de la faim se multiplient, les morts aussi », 14 février 2019, https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/a-haiti-des-emeutes-de-la-faim-se-multiplient-les-morts-aussi_3189925.html

Le Point, « Pourquoi Haïti est en proie à la révolte populaire », 14 février 2019, https://www.lepoint.fr/monde/pourquoi-haiti-est-en-proie-a-la-revolte-populaire-13-02-2019-2292940_24.php

Presslakay, « Communiqué de presse des Consulats d'Italie et Pérou en Haïti », 14 février 2019, <https://www.presslakay.net/communiqu-e-de-presse-des-consulats-ditalie-et-perou-en-haiti/>

Haïti Libre, « Haïti - FLASH : 6e jour de paralysie, le pays s'enfoncé dans le chaos... », 13 février 2019, <https://www.haitilibre.com/article-26920-haiti-flash-6e-jour-de-paralysie-le-pays-s-enfonce-dans-le-chaos.html>

Le Point, « Scènes de chaos en Haïti avec l'intensification de la révolte contre le président », 13 février 2019, https://www.lepoint.fr/monde/haiti-scenes-chaotiques-avec-l-intensification-de-la-revolte-contre-le-president-13-02-2019-2292911_24.php

Rezo Nodwes, « La mobilisation contre le pouvoir de Jovenel Moïse provoque l'émoi », 13 février 2019, <https://rezonodwes.com/2019/02/13/la-mobilisation-contre-le-pouvoir-de-jovenel-moise-provoque-lemoi/>

Le Parisien, « 78 détenus se sont évadés d'une prison d'Haïti », 13 février 2019, <http://www.leparisien.fr/faits-divers/78-detenus-se-sont-evades-d-une-prison-d-haiti-13-02-2019-8010588.php>

Haïti Libre, « Haïti - FLASH : Grande évasion à Aquin (Sud) », 13 février 2019, <https://www.haitilibre.com/article-26918-haiti-flash-grande-evasion-a-aquin-sud.html>

Le Nouvelliste, « 78 prisonniers se sont évadés, ce mardi, de la prison civile d'Aquin », 12 février 2019, <https://lenouvelliste.com/article/198118/78-prisonniers-se-sont-evades-ce-mardi-de-la-prison-civile-daquin>

Haiti Libre, « Haïti - FLASH : 5e jour de manifs, violences, pillages, vandalisme, la colère populaire grandit », 12 février 2019, <https://www.haitilibre.com/article-26908-haiti-flash-5e-jour-de-manifs-violences-pillages-vandalisme-la-colere-populaire-grandit.html>

MagHaiti, « Le bilan de la grande mobilisation du 7 février 2019 est inquiétant », 10 février 2019, <http://www.maghaiti.org/le-bilan-de-la-grande-mobilisation-du-7-fevrier-2019-est-inquietant/>

Haiti Press Network, « Haïti-manifestations : au moins 4 morts et une dizaine de blessés », 7 février 2019, <http://www.hpnhaiti.com/nouvelles/index.php/societe/5045-haiti-manifestations-au-moins-4-morts-et-une-dizaine-de-blesses>

Le Journal de Montréal, « Haïti: manifestations sur fond de corruption », 7 février 2019, <https://www.journaldemontreal.com/2019/02/07/haiti-manifestations-sur-fond-de-corruption>

Le National, « 7 février 2019 : un appel de plus à la mobilisation », 6 février 2019, http://lenational.org/post_free.php?elif=1_CONTENUE/actualitees&rebmun=4917

RFI, « Fonds Petrocaribe: le rapport édifiant de la Cour supérieure des comptes », 4 février 2019, <http://www.rfi.fr/ameriques/20190204-haiti-fonds-petrocaribe-rapport-cour-comptes-corruption-agritrans>

Le Médiateur, « Haïti–Boat people : plus d’une vingtaine d’haïtiens noyés au large des Bahamas », 3 février 2019, <https://lemediateurhaiti.com/haiti-boat-people-plus-dune-vingtaine-dhaitiens-noyes-au-large-des-bahamas/>

Loop Haiti, « Petrocaribe : 2 milliards 258 millions 795 mille 683,56 USD volatilisés », 1^{er} février 2019, <http://www.loophaiti.com/content/rapport-de-la-cscca-sur-les-fonds-petrocaribe-2-milliard-258-mille-79>

Le Nouvelliste, « Solidarité Kiskeya : « Konbit òganizasyon politik sendikal ak popilè » entre dans la danse », 18 janvier 2019, <https://lenouvelliste.com/article/197180/solidarite-kiskeya-konbit-oganzasyon-politik-sendikal-ak-popile-entre-dans-la-danse>

Haiti Progrès, « Détention préventive : la PNH mise en cause », 17 janvier 2019, <http://haiti-progres.com/news/2019/01/17/detention-preventive-la-pnh-mise-en-cause/>

Barril.info, « Où est l’argent de Petrocaribe ? », 27 décembre 2018, <https://www.barril.info/fr/actualites/ou-est-l-argent-de-petrocaribe>

Le Médiateur, « Manifestations prévues pour les 9, 10 et 16 décembre 2018 : les opposants de Jovenel Moïse tentent de se relancer », 7 décembre 2018, <https://lemediateurhaiti.com/manifestations-prevues-pour-les-9-10-et-16-decembre-2018-les-opposants-tentent-de-se-relancer/>

RFI, « Haïti: nouvelle journée de manifestations contre le pouvoir en place », 23 novembre 2018, <http://www.rfi.fr/emission/20181123-haiti-manifestations-opposition-canada-trump-immigration-venezuela-cruz-diez>

Le Nouvelliste, « Manifestations du 18 novembre : le départ de Jovenel Moïse inscrit dans le cahier des revendications », 22 novembre 2018, <https://lenouvelliste.com/article/195095/manifestations-18-novembre-le-depart-de-jovenel-moise-inscrit-dans-le-cahier-des-revendications>

La Croix, « Haïti sous tension, le pouvoir exécutif absent », 21 novembre 2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Haiti-tension-pouvoir-executif-absent-2018-11-21-1300984627>

24 Heures, « Plusieurs morts dans des manifestations en Haïti », 20 novembre 2018, <https://www.24heures.ch/monde/Plusieurs-morts-dans-des-manifestations-en-Haiti/story/25382271>

Vant Bèf Info, « Protestations : bilan de la manifestation du 18 novembre, place à la guerre des chiffres », 19 novembre 2018, <https://www.vantbefinfo.com/protestation-bilan-de-la-manifestation-du-18-novembre-place-a-la-guerre-des-chiffres/>

Haiti 24, « Au moins 6 personnes tuées, la PNH dresse le bilan partiel de la manifestation du 18 novembre », 18 novembre 2018, <http://haiti24.net/au-moins-6-morts-tuees-la-pnh-dresse-le-bilan-partiel-de-la-manifestation-du-18-novembre/>

RFI, « Chili: premier avion du retour volontaire pour les Haïtiens », 8 novembre 2018, <http://www.rfi.fr/ameriques/20181108-chili-premier-avion-retour-volontaire-haitiens-andres-chadwick>

Loop Haiti « Chili: 176 Haïtiens inscrits au plan de retour arrivent ce 7 novembre », 6 novembre 2018, <http://www.loophaiti.com/content/chili176-haitiens-inscrits-au-plan-de-retour-arrivent-ce-7-novembre>

El Deconcierto, « De más de 100 mil haitianos en Chile, sólo 176 se irán del país en el primer vuelo del Plan Retorno Humanitario », 5 novembre 2018, <https://www.eldesconcierto.cl/2018/11/05/de-mas-de-100-mil-haitianos-en-chile-solo-176-se-iran-del-pais-en-el-primer-vuelo-del-plan-retorno-humanitario/>

Loop Haiti, « Nahomme Dorvil remplace officiellement Wilson Laleau », 22 octobre 2018, <http://www.loophaiti.com/content/nahomme-dorvil-installe-dans-ses-fonctions-et-ejecte-wilson-laleau>

France 24, « Haïti : de violentes manifestations contre la corruption secouent Port-au-Prince », 18 octobre 2018, <https://www.france24.com/fr/video/20181018-violentes-manifestations-contre-corruption-secouent-port-prince>

La Presse.ca, « Haïti: des manifestations font deux morts », 18 octobre 2018, <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/201810/18/01-5200752-haiti-des-manifestations-font-deux-morts.php>

Le Nouvelliste, « La manifestation du 17 octobre 2018 est « historique », selon Évans Paul », 18 octobre 2018, <https://lenouvelliste.com/article/194023/la-manifestation-du-17-octobre-2018-est-historique-selon-evans-paul>

Vant Bèf Info, « Manifestations : 1 mort et 2 blessés dans la ville des Cayes », 17 octobre 2018, <https://www.vantbefinfo.com/manifestations-1-mort-et-2-blesses-dans-la-ville-des-cayes/>

Le Nouvelliste, « Où en sommes-nous avec les promesses-phares du président Jovenel Moïse ? », 13 septembre 2018, <https://lenouvelliste.com/article/192639/ou-en-sommes-nous-avec-les-promesses-phares-du-president-jovenel-moise>

Haïti Liberté, « The Haitian Diaspora's potential », 29 août 2018, <https://haitiliberte.com/the-haitian-diasporas-potential/>

Rezo Nodwes, « Port-au-Prince : Plusieurs blessés lors d'une manifestation contre la corruption dispersée par la police », 29 août 2018, <https://reznodwes.com/2018/08/29/port-au-prince-plusieurs-blesses-lors-dune-manifestation-contre-la-corruption-dispersee-par-la-police/>

RFI, « L'initiative anticorruption #PetroCaribeChallenge : de la Toile à la rue ? », 24 août 2018, <http://www.rfi.fr/ameriques/20180824-initiative-anticorruption-petrocaribechallenge-toile-rue>

Haiti Libre, « Haïti - Économie : Le coût du panier alimentaire continu d'augmenter », 27 juillet 2018, <https://www.haitilibre.com/article-25078-haiti-economie-le-cout-du-panier-alimentaire-continu-d-augmenter.html>

Le Nouvelliste, « Haïti et l'extrême pauvreté : un budget de rupture s'impose », 17 juillet 2018, <https://lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/190237/haiti-et-lextreme-pauvrete-un-budget-de-rupture-simpose>

Le Monde, « Haïti : le premier ministre a démissionné », 15 juillet 2018, https://www.lemonde.fr/international/article/2018/07/14/haiti-le-premier-ministre-a-demissionne_5331497_3210.html

Le Nouvelliste, « La Dernière déclaration du Premier Ministre Jack Guy Lafontant à la chambre des députés », Vidéo sur Youtube, 14 juillet 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=Sq7rbD7-92s>

Radio Canada International, « Haïti : la rue continue de gronder à Port-au-Prince, où les manifestants demandent le départ du président », 9 juillet 2018, <http://www.rcinet.ca/fr/2018/07/09/haiti-la-rue-continue-de-gronder-a-port-au-prince-ou-les-manifestants-demandent-le-depart-du-president/comment-page-1/>

La Liberté, « Haïti: pas de hausse des prix des carburants mais des troubles », 8 juillet 2019, <https://www.laliberte.ch/news-agence/detail/haiti-pas-de-hausse-des-prix-des-carburants-mais-des-troubles/446481>

Ouest-France, « Haïti. Vives tensions suite à la hausse des tarifs du carburant », 7 juillet 2018, <https://www.ouest-france.fr/monde/haiti/haiti-vive-tension-suite-la-hausse-des-tarifs-des-carburants-5869054>

Haiti Progrès, « Vague d'augmentation du coût de la vie », 20 juin 2018, <http://haiti-progres.com/news/2018/06/20/vague-daugmentations-du-cout-de-la-vie/>

Haiti Economie, « Comparaison du coût de la vie entre Port-au-Prince et Miami », 10 juin 2018, <https://haitieconomie.com/il-faut-un-salaire-de-miami-pour-avoir-une-vie-decente-a-port-au-prince/>

Haiti Progrès, « la Diaspora haïtienne, un actif peu ou mal utilisé », 31 janvier 2018, <http://haiti-progres.com/news/2018/01/31/la-diaspora-haitienne-un-actif-peu-ou-mal-utilise/>

Loop Haiti, « 67 immigrants haïtiens déportés par la Garde côtière des USA », 4 décembre 2017, <http://www.loophaiti.com/content/67-immigrants-haitiens-deportes-par-la-garde-cotiere-des-usa>

Le Nouvelliste, « La diaspora haïtienne au Chili, 2e plus grand fournisseur de transferts après celle des États-Unis », 7 avril 2017,

<https://www.lenouvelliste.com/article/172925/la-diaspora-haitienne-au-chili-2e-plus-grand-fournisseur-de-transferts-apres-celle-des-etats-unis>

Reuters, « Hurricane Matthew toll in Haiti rises to 1,000, dead buried in mass graves » 10 octobre 2016,

<https://www.reuters.com/article/us-storm-matthew-haiti/hurricane-matthew-toll-in-haiti-rises-to-1000-dead-buried-in-mass-graves-idUSKCN12A02W>

Le Nouvelliste, « La diaspora haïtienne, un pilier très important dans l'économie du pays », 3 février 2014,

<https://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/127036/La-diaspora-haitienne-un-pilier-tres-important-dans-leconomie-du-pays.html>

Radio Canada International, « La diaspora haïtienne », 15 janvier 2010,

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/460252/diaspora>

AlterPresse, 25 mai 2006, « Haïti-Justice : conditions de détention déplorables à Aquin », URL : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article4693>

AlterPresse, « Haiti - Venezuela - Petrocaribe : Chavez se met d'accord avec Préval », 25 avril 2006, <http://www.alterpresse.org/spip.php?article4539>

Le Nouvelliste, « Préval obtient l'entrée dans Petrocaribe », 24 avril 2006, <https://lenouvelliste.com/m/public/index.php/article/28621/preval-obtient-lentree-dans-petrocaribe>

Réseaux sociaux

ADRIEN Pascal (chef de cabinet du Premier Ministre). Tweet du 19 février 2019,

<https://twitter.com/PascalADRIEN3/status/1097969466732892162>

SANON Robenson. Tweet du 14 février 2019,

https://twitter.com/robenson_sanon/status/1096229935444869123

K-LIB (rappeur haïtien). Tweet du 23 août 2018

<https://twitter.com/klibmapou/status/1030257370084069377>

MIRAMBEAU Gilbert. (cinéaste haïtien). Tweet du 14 août 2018

https://twitter.com/GibszZZz/status/1029445853788991490/photo/1?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1029445853788991490&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.france24.com%2Ffr%2F20190215-petrocaribe-challenge-campagne-mobilise-haitiens-contre-corruption-jovenel-moise

Page Twitter répertoriant l'utilisation du hastag #PetroCaribeChallenge.

<https://twitter.com/hashtag/petrocaribechallenge?lang=fr>